

Propriété commune

Vol. 1



Num. 2

La politique capitaliste

Le Parti Socialiste du Canada, tel que tous ses collègues à travers le monde, a toujours considéré qu'il n'était ni un parti de gauche ni un parti de droite. En effet, notre position unique au sujet du capitalisme et de ce qu'il faut en faire nous pousse à rejeter cette catégorisation. La gauche ne remet pas en question le capitalisme. Dans les cas les plus extrêmes, elle est en faveur de la nationalisation de toutes les entreprises, c'est-à-dire qu'elle est en faveur de ce que nous appelons le capitalisme d'État. Ce que nous observons dans ces situations, c'est que les travailleurs sont exploités de façon tout à fait capitaliste, avec l'État en tant que possédant. La gauche la plus proche du centre dit simplement chercher à améliorer le sort du « peuple ». Ses promesses électorales ne

seraient pas prises au sérieux s'il était reconnu que le capitalisme, avec ses mécanismes irrationnels, ne peut fonctionner dans l'intérêt de la majorité. Selon notre analyse, c'est ce système économique, la base de notre société, qui est ultimement responsable de nos problèmes sociaux. L'État ne saurait y apporter de vraies solutions. Il peut bien tenter d'ajuster un peu le capitalisme pour éviter ses pires excès, mais à la fin, il ne fait que la seule chose qu'il réussit à merveille : maintenir le capitalisme. Les partis se succèdent, chacun ayant sa propre image du capitalisme idéal, mais pour nous les travailleurs, ça semble être du pareil au même. Les politiciens savent servir les intérêts des capitalistes, mais notre seul intérêt est de dépasser le capitalisme.

Objectif du Parti

L'établissement d'un système de société où la société tout entière possédera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

Ainsi et seulement ainsi, l'humanité entière pourra organiser la production pour satisfaire les besoins de sa population plutôt que perpétuer la pauvreté et la guerre.

LA CRISE

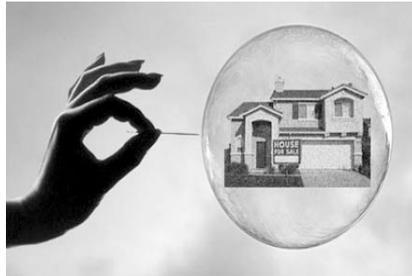
Nous sommes en pleine crise financière telle qu'on en connaissait au XIXe siècle et que Marx a analysée dans le tome III du *Capital*. Ce qu'une crise financière signifie, c'est que les banques ont fait des prêts que les emprunteurs, pour une raison ou une autre, sont devenus incapables de rembourser. Lorsque ces cessations de paiements deviennent assez répandues et assez importantes, c'est tout le système financier qui est ébranlé. C'est ce qui vient d'arriver encore une fois.

Historiquement, ce qui provoque les crises financières, c'est la surproduction par rapport au marché d'un secteur important de l'économie, surproduction provoquée elle-même par la poursuite anarchique des profits inhérente au capitalisme.

Cette fois les prêts en question étaient ceux accordés aux particuliers aux États-Unis pour acheter des maisons. Ces prêts ont déclenché, puis entretenu, un boom dans la construction immobilière. A la fin, le stock des maisons à vendre a devancé la demande solvable. En même temps le revenu des emprunteurs (pour la plupart, des travailleurs) n'a pas assez augmenté pour leur permettre de rembourser les prêts (et n'allait jamais le faire), comme l'a démontré le nombre croissant de ceux qui ne pouvaient plus payer les traites pour "leur" maison. En d'autres termes, il y a eu une surproduction de maisons (par rapport au marché bien entendu, non pas par rapport aux besoins).

Ces cessations de paiement ont ébranlé le système financier mondial, non seulement à cause de leur nombre (deux millions au cours des derniers 12 mois) mais aussi, et surtout, à cause de la façon dont on a financé ces prêts -- ou plutôt dont on les a refinancés. Les banques d'investissements aux États-Unis les ont "titrisés", c'est-à-dire les ont

regroupés par lots, parfois avec d'autres prêts, dans un seul titre, et puis elles ont vendus ces titres aux autres banques partout dans le monde mais surtout aux États-Unis et en Europe. Quand les cas de non-remboursements ont atteint un certain niveau, il y a eu les répercussions que nous connaissons sur les marchés du crédit partout dans le monde.



Une étude de la Banque des règlements internationaux à Bâle par Luci Ellis intitulé "The housing meltdown : Why did it happen in the United States", parue en septembre, a conclu que la crise financière actuelle a bien eu son origine dans une surproduction, celle des logements aux États-Unis.

En voici quelques extraits (traduits de l'anglais) :

« La crise enveloppant les marchés financiers globaux depuis août 2007 a été déclenchée par les pertes, actées et à prévoir, sur les hypothèques aux États-Unis. »

« . . . entre 2001 et 2006 on a construit aux États-Unis plus de nouvelles maisons que ne semblerait l'exiger l'accroissement de sa population. »

« La construction des logements aux États-Unis a culminé au début de l'année 2006. A la fin de cette année les ouvertures de chantiers de nouvelles constructions avait chuté d'environ 40%... Les États-Unis ont fini par se retrouver excédentaires. »

« Le secteur de la construction aux États-Unis semble avoir réussi à créer une suroffre importante de logements. Les États-Unis étaient donc davantage susceptibles d'enregistrer une rapide chute des prix que les autres pays, avant même que l'offre de crédit ne se rétrécisse. »

Une chose est claire : le capitalisme n'est pas un système qui sert le bien-être des hommes. Ce n'est pas l'argent qui fait tourner le monde. Au contraire, c'est l'argent qui détourne les ressources naturelles et industrielles de la planète d'une utilisation rationnelle qui subviendrait aux besoins humains.

Parti Socialiste du Canada

C.P. 4280, Victoria, B.C.
V8X 3X8, Canada
spc@iname.com

Québec

Michael Descamps
mich_international@hotmail.com

Ontario

John Ayers
jpayers@sympatico.ca

Jacob Hodgins

jacobhodgins@otmail.com

Manitoba

Jaime Chinchilla Solano
jaimech@gmail.com

Victoria

Bill Johnson
bill_j@hotmail.com

Vancouver

John Ames
james@telus.net